



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 07/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARCOLOG LILLE HENIN BEAUMONT 2

2 RUE PILLET WILL
75009 Paris

Références : 573-2025
Code AIOT : 0003800950

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement PARCOLOG LILLE HENIN BEAUMONT 2 implanté Rue Jean-Baptiste Lamarck 62320 Rouvroy. L'inspection a été annoncée le 06/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est effectuée à la suite d'une inspection inopinée menée en août 2025 portant sur les dispositifs de lutte contre l'incendie et leur maintenance. Programmée le jour d'une opération de maintenance sur le groupe motopompe, l'attention est portée sur cette installation afin de permettre un contrôle complet des éléments de sécurité du système de sprinklage. Pour ce point de contrôle, les observations émises lors de la précédente maintenance réalisée en mars 2025 ont servi de base aux constats effectués le 10/10/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARCOLOG LILLE HENIN BEAUMONT 2
- Rue Jean-Baptiste Lamarck 62320 Rouvroy
- Code AIOT : 0003800950
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Présentation de l'entreprise :

La société SCI PARCOLOG LILLE HENIN BEAUMONT 2 dont le siège social est situé 2 rue Pillet-Will, 75009 PARIS, est enregistrée par l'arrêté n°2017-209 du 1er septembre 2017, modifié par l'arrêté complémentaire n° 2019-170 du 18 juillet 2019 pour l'exploitation d'une plateforme de stockage situé, ZA de la Chênaie - rue Jean-Baptiste Lamarck - 62320 ROUVROY.

L'installation est constituée d'un seul bâtiment divisé en 4 cellules pour une surface de 21 921 m². Le volume autorisé suivant l'arrêté préfectoral du 1er septembre 2017, est de 259 812 m³.

L'installation relève de la rubrique 1510-1 « Entrepôts couverts » de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sous le régime de l'enregistrement.

Information complémentaire (au jour de l'inspection) :

L'entité titulaire de l'enregistrement est également propriétaire du site. Il s'agit de la société PARCOLOG, représentée lors de l'inspection par la société "BNP Paribas", chargée de la gestion immobilière. Le locataire est la société BOULANGER, également locataire d'un entrepôt plus important situé à Hénin-Beaumont ; le présent bâtiment sert de site de stockage de débordement depuis 2020.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan des réseaux nécessite une mise à jour incluant les vannes d'isolement et l'emplacement des compteurs d'eau potable. Concernant le système sprinkleur, certains points de la précédente maintenance nécessitent des justificatifs à transmettre à l'inspection. Aucune anomalie n'a été constatée sur les dispositifs de confinement et d'isolement des bassins d'eaux d'extinction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'étude documentaire, il a été procédé à la revue des différents éléments du compte rendu de vérification du système sprinkleur du 26/03/2025 relatif à l'entrepôt logistique. L'ensemble des remarques a été listé selon les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque documentaire pouvant amener à une conclusion de risque d'échec de démarrage : l'exploitant indique que les éléments documentaires demandés lors de la maintenance précédente seront transmis dans les jours à venir. <p><u>Note</u> : bien que l'installation ait été laissée indiquée "en état de fonctionnement" lors de la précédente vérification et que la demande de transmission des documents relève uniquement de l'observation avec un délai de transmission qui courait <u>jusqu'à</u> la prochaine maintenance (soit celle programmée au jour de cette inspection), il appartient à l'exploitant d'anticiper les réponses pouvant être apportées aux observations identifiées comme les plus importantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présence d'une fuite sur la nourrice des postes n°1 et n°2 : il est constaté, au jour de l'inspection, l'absence de fuite sur la nourrice (pièce massive), celle-ci ayant été réparée. Ce constat a été effectué pendant la mise en route de l'installation. • Remise en place des dalles de faux plafond 60x60 : constatée remise en conformité au jour de l'inspection. • Câble sur tuyauterie sprinkler : à corriger. • Têtes de sprinklers inclinées à plus de 20° : corrigé. • Présence de deux têtes de sprinklers à moins de deux mètres l'une de l'autre : à reprendre, non vérifié.

- Ne rien stocker sous les aérothermes ; laisser un espace libre de 5 m x 3 m : il est vérifié et constaté le bon dégagement sur un aérotherme sélectionné au hasard.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, de prendre en compte la note de l'inspection ci-dessus, ainsi que les observations inscrites sur le rapport de maintenance du 26/03/2025 n'ayant pas encore été corrigées.

Il est demandé à l'exploitant, de transmettre dès réception, le rapport correspondant à l'opération de maintenance effectuée le jour de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

(6*) Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

(1*) - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;

(2*) - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;

(3*) - les secteurs collectés et les réseaux associés ;

(4*) - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;

(5*) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.

Constats :

L'exploitant a transmis, au jour de l'inspection, un plan d'ensemble présentant le réseau complet des canalisations de l'entrepôt logistique.

Concernant les éléments précis du plan :

(1*) L'exploitant indique qu'il n'y a pas d'eau potable sur la partie entrepôt (uniquement pour les bureaux). Deux compteurs subsistent : l'un pour l'alimentation des bureaux, l'autre pour les réserves d'eau du groupe motopompe du dispositif sprinkleur, mais ils ne figurent pas sur le plan.

<p>(2*) S.O.</p> <p>(3*) Présent.</p> <p>(4*) Absent : il n'a pas été retrouvé, par exemple, les vannes d'isolement vérifiées lors de la présente inspection.</p> <p>(5*) Présent.</p> <p>(6*) Il est noté une incohérence de tracé indiquant une arrivée de l'eau pluviale de toiture sur le puisard du séparateur d'hydrocarbures qui, sauf erreur d'interprétation, devrait arriver directement dans le puisard de la canalisation du bassin d'infiltration.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan est présent. Néanmoins, il nécessite une mise à jour (ou correction) du réseau avec l'ajout des éléments d'ouvrage mentionnés au point (4*), ainsi que l'ajout de l'emplacement des compteurs d'eau potable mentionnés au point (1*).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(1*) Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. (2*) Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. (3*) En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>(4*) En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>(5*) Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ;

- du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.

« Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020). »

(6*) Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

(1*) L'ensemble du site dispose d'un réseau de canalisations destiné à la récupération des eaux de pluie (EP), extérieur, toit et parking et des eaux de surface internes correspondant au sol/surface de stockage dans l'entrepôt. L'ensemble de ces eaux est dirigé vers deux bassins : le premier étanche correspondant au bassin de récupération, lui-même relié en sortie au deuxième bassin non étanche d'infiltration. Ces eaux passent par un séparateur d'hydrocarbures situé en amont du bassin de récupération, à l'exception des EP de toiture, qui sont rejetées directement soit dans des noues d'infiltration, soit dans le bassin d'infiltration.

(2*) Note : Il s'agit d'une récupération des eaux vers un bassin externe aux cellules de stockage.

(3*) Sans objet : S'agissant d'une récupération des eaux gravitaires il n'y a pas de maintenance concernant les système de relevage.

(4*) et (6*) Le bassin de récupération est étanche et relié en sortie à un deuxième bassin non étanche dit d'infiltration. Un dispositif d'obturation automatique et manuelle est positionné sur le rejet de sortie du bassin de récupération et permet le confinement dans ce premier bassin en cas de pollution des eaux. L'inspection a demandé la fermeture automatique et manuelle de ce dispositif ; aucun défaut de fonctionnement n'a été constaté. Le poste de commande automatique est localisé au même emplacement que la commande manuelle, entre les deux bassins, au niveau du rejet.

(5*) Le bassin de rétention a fait l'objet d'une modification suivant le porter à connaissance (PAC) déposé le 3 septembre 2018. Les modifications ont porté sur le positionnement du bassin de récupération par rapport au projet initial, la création de deux noues d'infiltration et la modification de la taille des bassins. Le volume final du bassin de rétention est de 1 300 m³ et celui du bassin d'infiltration de 964 m³. Suite aux conclusions du rapport d'inspection du 17 mai 2019 et à l'avis du CODERST, un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires, en date du 18 juillet 2019, a acté le dimensionnement de ces ouvrages.

Type de suites proposées : Sans suite